



Accords entre le Sénégal et la Mauritanie sur l'exploitation d'un gisement de gaz commun

Après l'accord du 9 Février sur les conditions d'exploitation du projet, les deux voisins ont franchi une nouvelle étape en s'entendant sur la « fiscalité applicable aux sous-traitants » du projet transfrontalier du champ marin « Grand Tortue-Ahmeyin », se situant à la frontière entre les deux pays.

La signature de ces nouveaux accords par les ministres mauritanien et sénégalais chargés du pétrole et du gaz a eu lieu en présence des chefs d'État des deux pays et des représentants de British Petroleum (BP) et de Kosmos Energy, en charge de l'exploitation. La construction des installations d'exploitation devrait démarrer au début de l'année 2019, et les premiers mètres cubes de gaz seront livrés en 2022. Selon BP, ce projet doit permettre de produire en moyenne 2,5 millions de tonnes de gaz naturel liquéfié par an. L'objectif de BP, qui a racheté 62% des intérêts de Kosmos en Mauritanie en décembre 2016, est de mettre le champ en production d'ici à 2022, pour un investissement estimé à 10 milliards de dollars US.

A RETENIR

Les réserves de gaz de ce gisement offshore situé à cheval sur les eaux territoriales mauritaniennes et sénégalaises sont estimées à 450 milliards de m³. Les deux États ont officiellement indiqué que le partage des ressources se ferait équitablement, à 50-50. Le rapprochement de ces deux pays autour d'un projet commercial commun est une bonne nouvelle pour la stabilité de la région.

Pour mémoire, entre 1989 et 1991, le conflit sénégal-mauritanien entre ces deux pays riverains du fleuve Sénégal s'était soldée par la rupture durable de leurs relations diplomatiques, des dizaines de milliers de victimes, ainsi que des milliers de réfugiés de part et d'autre.

TABLE DES MATIÈRES

AFRIQUE DU SUD	3	KENYA	6
Mise en application d'un premier salaire minimum au 1er Janvier 2019		Le projet d'énergie éolienne de Kipeto : Conclusion d'un accord de financement	
ALGÉRIE	3	MADAGASCAR	7
Le pays enregistre une diminution de son déficit commercial en 2018		La Cour constitutionnelle malgache déclare Rajoelina président et rejette une plainte pour fraude	
ANGOLA	4	MAROC	7
Un appui financier de 3,7 milliards de dollars US du FMI contre un programme de réformes structurelles		Le tourisme comme levier économique du Royaume	
CAMEROUN	4	MAURICE	8
Le budget 2019 en hausse de 3,4% à 8,3 milliards de dollars US		L'état insulaire utilise la canne à sucre pour produire de l'électricité	
COTE D'IVOIRE	5	NIGÉRIA	8
Construction de la première centrale électrique solaire flottante d'Afrique		MTN règle son différend juridique avec la Banque Centrale Nigériane	
EGYPTE	5	RWANDA	9
Apple menacé de poursuites pour violation du droit de la concurrence		Le pays est en passe de devenir un centre majeur de réunions, de conférences et d'expositions	
GUINÉE	6	TUNISIE	9
Rio Tinto envisage de repousser à nouveau le bonus de l'ancien PDG suite à une enquête en Guinée		Le Koweït prête 98 millions de dollars US pour lutter contre l'exode rural	

DÉCEMBRE 2018

AFRICA BULLETIN



AFRIQUE DU SUD

Mise en application d'un premier salaire minimum au 1er Janvier 2019

Le premier salaire minimum est entré en vigueur dans le pays le 1er janvier 2019. La législation sud-africaine prévoit un taux national minimum de 20 rands par heure (environ 1,44 dollars US), ou de 3 500 rands par mois (environ 251 dollars US), en fonction du nombre d'heures travaillées. Le taux horaire de 20 rands sera progressivement mis en place dans les secteurs de l'agriculture et des travaux domestiques, ou les travailleurs gagnaient jusqu'à présent, respectivement 18 rands (1,29 dollars US) et 15 rands (1,08 dollars US) l'heure. Les autres secteurs suivront dans un deuxième temps.

Un salaire minimum national unifié, couvrant tous les secteurs économiques, était en cours de développement depuis plus de quatre ans. Il a fait suite à la signature de la Déclaration d'Ekurhuleni par les entreprises, les gouvernements, les travailleurs, ainsi que la société civile, représentés au Conseil de Développement Économique National en novembre 2014. Les travailleurs et travailleuses réclamaient un salaire minimum national depuis au moins 1994. En août 1997, la fédération syndicale Cosatu, avait proposé de faire pression pour un salaire minimum national, en partie pour « empêcher la réémergence de stratégies d'emploi du type apartheid.

A RETENIR

Plus de six millions de travailleurs, soit environ 27% de la population active sud-africaine, gagnaient moins que le nouveau niveau prescrit, ils bénéficieront ainsi grandement de l'entrée en vigueur du salaire minimum. En outre, le salaire minimum sera un levier positif de la stabilisation du marché du travail souhaitée par les agences de notation. Cependant, certains économistes s'inquiètent que le taux de chômage, déjà élevé, du pays pourrait augmenter davantage en rendant plus onéreuse l'embauche de travailleurs.

ALGÉRIE

Le pays enregistre une diminution de son déficit commercial en 2018

L'Algérie a réduit son solde négatif de 6,4 milliards de dollars US, principalement grâce aux revenus énergétiques qui ont augmenté de 18,2% au cours des 10 premiers mois de 2018 par rapport à la même période en 2017, entraînant ainsi une réduction du déficit commercial de 58,7%. Notons que plus de 93% du total des ventes à l'étranger sont attribués aux exportations de pétrole et de gaz.

La chute des prix du pétrole, début 2018, avait incité le gouvernement algérien à rechercher des mesures temporaires pour réduire le déficit commercial. Les plus notoires d'entre elles étaient les restrictions à l'importation pour plus de 800 produits.

A RETENIR

Les mesures prises pour réduire le déficit commercial au cours de l'année ont ainsi vu le pays restreindre l'importation de voitures, de produits alimentaires, de téléphones portables, d'appareils électroménagers et de certaines matières premières à partir de juillet 2018, en parallèle le pays a augmenté les exportations de ses hydrocarbures notamment vers l'Espagne, la France, le Royaume Unis et les États-Unis. Avec la réduction du déficit commercial, le pays ainsi reçu un influx de devises. En général, un tel excédent commercial contribue à renforcer la monnaie d'un pays par rapport à d'autres devises, ce qui affecte les taux de change. Il sera donc intéressant de suivre le cours du Dinar Algérien en 2019.

DÉCEMBRE 2018

AFRICA BULLETIN



ANGOLA

Un appui financier de 3,7 milliards de dollars US du FMI contre un programme de réformes structurelles

L'Angola vient d'obtenir un prêt de 3,7 milliards de dollars US auprès du Fonds Monétaire International (FMI). Selon un communiqué de l'institution, cette aide correspond à un programme d'aide triennal. Cet appui dont une première part de 990 millions de dollars US sera immédiatement versé, vise à soutenir un programme de réformes économiques.

Cette facilité a pour objectif d'aider l'Angola à rétablir sa soutenabilité externe et budgétaire, ainsi qu'à mettre en place les bases d'une diversification économique durable, impulsée par le secteur privé. L'Angola devra mettre en place des coupes budgétaires dans le but de modérer l'endettement public qui est estimé à 80,5% du PIB cette année. Le gouvernement devra également rendre plus flexible le régime de change et implémenter une politique monétaire visant à réduire l'inflation dont le taux est actuellement de 20,5%.

A RETENIR

Cette aide est une réponse positive donnée par le FMI à la demande de l'Angola formulée en août dernier. Deuxième pays africain producteur de pétrole derrière le Nigeria, l'Angola traverse une période économique délicate. Le pétrole représentant 70% des recettes du pays, la chute des cours mondiaux du pétrole a ainsi plongé le pays dans une crise relative. Après avoir connu une chute de 0,7% en 2016, le FMI indique que la croissance économique du pays devrait être enregistrée cette année 2018 entre 1,5% et de 1,6%.

CAMEROUN

Le budget 2019 en hausse de 3,4% à 8,3 milliards de dollars US

Le Premier ministre camerounais a présenté devant le Parlement, le budget 2019 qui s'élève à 4 806 milliards de francs CFA, soit 8,3 milliards de dollars US, en hausse de 282 millions de dollars US (+ 3,4%) par rapport à la loi de finances rectificative de juin dernier.

Ce budget enregistrera un déficit de 836 millions de dollars US, soit 2,2% du PIB 2019, tel qu'anticipé par le FMI. Conformément à l'accord conclu avec l'institution de Bretton Woods en 2017, le Cameroun devrait pourtant ramener son déficit budgétaire à 2% du PIB pour 2019. Le déficit courant 2019, quant à lui, sera en légère hausse à 2,9%, contre 2,5% (estimation) en 2018.

Les recettes fiscales s'établissent à 5 milliards de dollars US, une hausse de près de 7% due notamment à l'élargissement de l'assiette taxable, et à la soumission au droit d'accises des produits cosmétiques, des pneumatiques et des véhicules d'occasion. La pression fiscale demeure stable malgré tout à 13,2% du PIB.

A RETENIR

Pour atteindre ses objectifs, le gouvernement prévoit un taux de croissance de 4,4% en 2019, contre les 3,8% actuels. Une hypothèse de croissance retenue également par le FMI dont une délégation vient d'achever une mission dans le pays pour examiner le projet de budget.

DÉCEMBRE 2018

AFRICA BULLETIN



COTE D'IVOIRE

Construction de la première centrale électrique solaire flottante d'Afrique

Le ministre ivoirien du pétrole, de l'énergie et des énergies renouvelables a annoncé l'installation d'une centrale solaire qui est prévu d'être installée sur des plans d'eau, lagune ou mer, abondants dans le pays. Cette centrale sera financée à hauteur de 91 millions de dollars US, par un prêt de l'Agence Française de Développement, avec qui le gouvernement ivoirien a signé à la fin du mois de novembre une convention pour une « coopération renforcée dans le domaine de l'énergie durable ».

La Côte d'Ivoire, leader dans le secteur de l'électricité en Afrique de l'Ouest, est cependant en retard dans les énergies renouvelables, l'hydroélectrique mis à part. La production d'électricité ivoirienne est assurée à hauteur de 75 % par l'énergie thermique, le pays n'ayant produit qu'à peine 1MW d'énergie solaire en 2018.

A RETENIR

Première puissance économique francophone d'Afrique de l'Ouest, la Côte d'Ivoire dispose actuellement d'un réseau de plus de 5 000 km de lignes à haute tension et d'une puissance installée de 2 200MW. Le gouvernement mise sur un programme de développement de son réseau, en investissant dans les énergies renouvelables, et ainsi ambitionne d'atteindre 4 000MW en 2020, et 6 600MW à l'horizon 2030.

EGYPTE

Apple menacé de poursuites pour violation du droit de la concurrence

Selon un décret de l'autorité égyptienne de la concurrence publié le 10 décembre au journal officiel, la compagnie a « isolé géographiquement le marché égyptien » en imposant à ses distributeurs en Egypte des restrictions sur la fourniture de produits Apple à partir de distributeurs étrangers. En effet, selon l'autorité égyptienne, Apple aurait, avec sa stratégie de marketing et de contrats, interdit toute forme d'importation parallèle, les distributeurs égyptiens ne pouvant pas s'approvisionner auprès de distributeurs agréés hors d'Egypte.

La politique d'Apple aurait ainsi entraîné une hausse « injustifiée » des prix des produits du géant américain en Egypte, devenant plus chers que ceux vendus aux Emirats Arabes Unis, en Arabie Saoudite, au Koweït et aux Etats-Unis.

A RETENIR

Une action en justice sera entreprise à l'encontre d'Apple et d'Arab Business Machine (ABM), le distributeur de la marque à la pomme aux Emirats Arabes Unis, si la compagnie ne retirait pas les restrictions d'ici au 8 février 2019. Apple se retrouve ainsi dans une situation inconfortable. Ayant appliqué cette stratégie au sein d'autres marchés africains, cette décision égyptienne pourrait faire effet boule de neige et être dévastateur pour Apple.

DÉCEMBRE 2018

AFRICA BULLETIN



GUINÉE

Rio Tinto envisage de repousser à nouveau le bonus de l'ancien PDG suite à une enquête en Guinée

Le groupe Rio Tinto prévoit de différer le versement des primes à son ancien directeur général, Sam Walsh, alors que les organismes de réglementation continuent à enquêter sur les paiements versés à un consultant pour un projet de minerai de fer en Guinée. En 2017, Rio Tinto avait déjà reporté tout paiement de primes pour une période de 2 ans. Elle envisage maintenant de prolonger cette mesure jusqu'à la clôture de l'enquête

Walsh a pris sa retraite en tant que PDG en juillet 2016, avant que la société n'annonce qu'elle avait alerté les autorités, y compris le département américain de la Justice et le Serious Fraud Office du Royaume-Uni, sur les paiements liés au projet Simandou, l'une des plus importantes réserves de minerai de fer à haute teneur inexploitées dans le monde. L'enquête porte sur un versement de 10,5 millions de dollars US à un consultant externe en 2011 pour son assistance dans les négociations avec le président guinéen Alpha Condé.

A RETENIR

Cela aura un impact sur les paiements au titre d'un plan incitatif à long terme, y compris les plans de report de bonus et d'actions de performance, qui seraient acquis jusqu'en 2020 et qui affecteront les attributions remontant à 2013. Cela pourrait servir de jurisprudence au sein de ce marché oligopolistique, que ce soit en termes de gestions des cas frauduleux, ou en termes de versements de parachutes dorées.

KENYA

Le projet d'énergie éolienne de Kipeto : Conclusion d'un accord de financement

La société de private equity londonienne, Actis, a acquis les participations de la Société Financière Internationale et d'African Infrastructure Investment Managers dans le projet « Kipeto Wind Power », ce qui en fait le plus grand actionnaire du deuxième parc éolien du Kenya. Actis, qui finance en fonds propres actuellement 88% du projet, et Craftskills Wind Energy International, finançant les 12% restants, vont contracter une dette senior auprès de l'Overseas Private Investment Corporation (OPIC), l'institution de financement du développement du gouvernement américain.

Cet accord permettra de remplacer le financement de la Banque Mondiale du projet, initialement porté par Craftskills Wind Energy International, avec l'appui du conglomérat multinational General Electric (GE) US et GE France, en passant ainsi d'equity à dette. Kipeto a d'ores et déjà signé un contrat de vente d'électricité d'une durée de 20 ans avec Kenya Power, au tarif de 0,12 USD/kW. Le projet en est actuellement à la phase de construction d'éoliennes et d'une ligne de transport de 17 km pour acheminer l'électricité au poste d'Isinya, dans le comté de Kajiado. Le coût total du projet est estimé à 233 millions de dollars US par l'OPIC.

A RETENIR

Une fois opérationnel, Kipeto, fournira 100MW d'énergie propre au réseau national, ce qui constituera une contribution importante à la « Vision 2030 » et au « Big Four Agenda » du Kenya. En outre, lorsque la construction des éoliennes et des lignes de transmission sera achevée, l'équivalent d'environ 40 000 foyers de la région seront alimentés en électricité. Le projet aura par ailleurs créé environ 400 emplois pendant la construction et plus de 70 emplois permanents ensuite.

DÉCEMBRE 2018

AFRICA BULLETIN



MADAGASCAR

La Cour constitutionnelle malgache déclare Rajoelina président et rejette une plainte pour fraude

La Cour constitutionnelle malgache a confirmé qu'Andry Rajoelina était le vainqueur de l'élection présidentielle après que son opposant a déposé plainte pour fraude.

Lors du second tour du 19 décembre 2018, Rajoelina a recueilli 55% des voix et Marc Ravalomanana 44%, selon les résultats définitifs. Les observateurs de l'Union européenne ont déclaré que les élections s'étaient déroulées dans le calme et qu'ils n'avaient été témoins d'aucune fraude. L'investiture du nouveau président met ainsi fin à de nombreux mois d'instabilités qui ont affecté la performance économique de ce pays considéré comme un des plus pauvres du monde.

A RETENIR

Maintenant que les élections sont terminées, il est à espérer que le gouvernement favorisera la stabilité et qu'un sentiment de normalité reviendra dans le pays. L'espoir est que le nouveau président s'emploiera, entre autres, à élargir l'accès au système financier pour les membres de la population actuellement non bancarisés, ce qui permettra aux particuliers d'épargner et de transférer de l'argent de façon plus sûre.

Selon les dires du nouveau président, des réformes devraient être mises en place rapidement afin d'améliorer l'inclusion économique et créer un meilleur accès au crédit pour créer ou développer des petites entreprises plus facilement. Un développement des secteurs minier et touristique est également prévu.

MAROC

Le tourisme comme levier économique du Royaume

Entre 2011 et 2018, le Royaume du Maroc est passé de la 114^{ème} à la 60^{ème} place du classement « Ease of Doing Business » publié par la Banque Mondiale en 2018, signe d'une amélioration durable du climat des affaires. Cela a notamment été influencé par l'industrie du tourisme. En 2000, avec le renforcement des relations touristiques et commerciales avec les pays africains, le Maroc a mis en place un programme de développement stratégique qui devait, entre autres, accueillir jusqu'à 10 millions de touristes d'ici 2010. La barre des 10 millions a été franchie en 2012 et une nouvelle stratégie visant à en attirer 15 millions d'ici 2020 a été mise en place depuis.

Des mesures supplémentaires ont été prises pour dépasser le volume de touristes reçu entre 2018 et 2019. Il est important de noter que le tourisme joue un rôle essentiel de lien intersectoriel dans l'économie marocaine. Le tourisme impacte le commerce, les arts, les services, le sport, les transports, etc., et l'emploi des jeunes qui est l'un des enjeux majeurs du royaume.

A RETENIR

Conformément au programme du Royaume visant à améliorer l'industrie du tourisme, le gouvernement a commencé à équiper les villes, à l'instar de sa capitale économique, Casablanca, avec des infrastructures liées aux conférences, expositions, réceptions et activités conformes aux normes internationales. Ainsi, de grands chantiers sont actuellement en cours, comme la construction d'une marina, d'un centre de conférence de 2 500 places, d'un aquarium, de terrains de golf et de lignes ferroviaires à grande vitesse, pour n'en nommer que quelques-uns.

DÉCEMBRE 2018

AFRICA BULLETIN



MAURICE

L'état insulaire utilise la canne à sucre pour produire de l'électricité

Maurice a recours à la canne à sucre, sa principale ressource agricole, pour produire environ 14% de ses besoins quotidiens en électricité soit plus que le solaire, l'éolien et l'hydrolien qui a eu trois produisent 11% des besoins du pays.

Les sous-produits de canne à sucre, séchés et broyés, sont brûlés pour produire de l'énergie par le biais de centrales thermiques pendant la saison des récoltes qui commence en novembre. Par ailleurs, le dioxyde de carbone généré par le processus de combustion est capturé et utilisé pour ajouter du gaz aux boissons pétillantes non alcoolisées.

A RETENIR

Grâce à cette forme d'énergie alternative, le pays a fortement réduit ses importations de pétrole. En outre, il dispose désormais d'une source d'énergie supplémentaire, facilement disponible et économique. Enfin, l'électricité est désormais disponible 24 heures sur 24, sur demande, sans dépendre du vent et du soleil.

NIGÉRIA

MTN règle son différend juridique avec la Banque Centrale Nigériane

Quatre mois après avoir été impliqué dans son dernier différend avec les autorités nigérianes, MTN a finalement réglé son différend avec le gouvernement nigérian. Les termes de l'accord ont été une surprise positive pour les investisseurs, depuis que la société et les responsables officiels ont signalé qu'une résolution était probable.

Les autorités nigérianes souhaitaient à l'origine un versement complet du dividende de 8,1 milliards de dollars US demandé par la justice. Cependant, après de longues négociations, l'opérateur de télécommunications a fini par payer 53 millions de dollars US, pour régler son différend après de la Banque Centrale du Nigeria qui l'avait accusée de rapatrier illégalement des fonds à hauteur de 8,1 milliards de dollars US en Afrique du Sud. Le procureur général nigérian avait également requis un paiement de 2 milliards de dollars US d'impôts à MTN.

A RETENIR

Le cours de l'action de MTN, qui avait fortement chuté depuis l'ouverture du contentieux en Septembre, a bondi de 8,2% après l'annonce du règlement du litige, mettant ainsi fin à une crise qui menaçait les opérations de MTN dans le pays le plus peuplé d'Afrique. MTN va pouvoir sereinement reprendre son projet de lancement d'une offre publique et lancer un service de transfert d'argent mobile, similaire à M-Pesa au Kenya, à partir de juin 2019.

DÉCEMBRE 2018

AFRICA BULLETIN



RWANDA

Le pays est en passe de devenir un centre majeur de réunions, de conférences et d'expositions

Depuis 2014, le tourisme professionnel est devenu une source importante de revenus pour le Rwanda, qui attire des milliers de réunions et de conférences, qui font venir des voyageurs d'affaire du monde entier. Ce phénomène est le fruit d'investissements conséquents que le Rwanda a activement mis en place autour de ce secteur des réunions, des conférences et des expositions (MICE : Meetings, incentives, conferences and exhibitions). Ce projet a été réalisé dans l'espoir qu'il puisse générer de la valeur économique pour le pays et renforcer sa visibilité en tant que destination pour les entreprises.

Le Rwanda a notamment accueilli l'an dernier le Sommet Extraordinaire de l'Union Africaine, le Forum Next Einstein, la réunion sur la bonne gouvernance de Mo Ibrahim, le forum sur la révolution verte en Afrique, ainsi que la 5ème conférence internationale sur la planification familiale qui ont attiré le plus grand nombre de délégués internationaux à ce jour, réunissant plus de 3 800 délégués. L'édition 2019 d'Africa CEO Forum se déroulera également à Kigali et devrait attirer environ 1 500 cadres supérieurs et dirigeants d'entreprises de tout le continent.

A RETENIR

L'essor de ce secteur a des effets multiples sur d'autres secteurs de l'économie, en effet, de nombreux participants ont par exemple utilisé RwandAir pour se rendre dans le pays et assister à ces conférences. Cela a vu le secteur de l'aviation augmenter ses revenus. De plus, des conférences et des réunions importantes ont permis à l'industrie du spectacle du pays de s'épanouir, tout comme l'hôtellerie et la restauration. Grâce aux investissements du gouvernement dans le secteur des MICE, l'Association Internationale des Congrès et des Conventions a désigné le Rwanda comme la troisième destination en Afrique parmi les plus prisées pour l'organisation de réunions et d'événements internationaux. Ces événements ont généré un chiffre d'affaires estimé à 52 millions de dollars US en 2018.

TUNISIE

Le Koweït prête 98 millions de dollars US pour lutter contre l'exode rural

Fin décembre, le gouvernement tunisien a signé un accord de prêt d'un montant de 98,4 millions de dollars US avec le Fonds Koweïtien pour le Développement Économique Arabe. Cette somme servira en partie à financer un projet de réhabilitation de routes rurales. Bénéficiant d'un taux d'intérêt d'environ 2% par an, il sera remboursé sur 22 ans.

Les autorités prévoient de moderniser et de réhabiliter 912 km de routes rurales dans 22 des 24 gouvernorats du pays, pour un total de près de 130 millions de dollars US. L'objectif du projet est d'améliorer l'accès aux marchés locaux afin de réduire les coûts de production, de limiter les pertes agricoles et d'améliorer le niveau de vie des agriculteurs, afin de réduire les migrations des villages vers les villes.

A RETENIR

L'Afrique compte plus de 60 % des terres arables non exploitées du monde. Avec une population qui devrait doubler d'ici 2050, le continent africain voit également sa population migrer vers les pôles urbains qui concentrent plus d'emplois potentiels, on estime ainsi que 70% de la population africaine vivra dans les zones urbaines en 2050. Si les gouvernements africains veulent relever le défi agricole qui les attend, il est primordial qu'ils réalisent des projets similaires à ce qu'entreprend actuellement la Tunisie.

DÉCEMBRE 2018

AFRICA BULLETIN



SOURCES

<http://www.hurriyetdailynews.com>

<http://www.maravipost.com>

<http://www.theestafrican.co.ke>

<https://af.reuters.com>

<https://allafrica.com>

<https://aluminiuminsider.com>

<https://businesstech.co.za>

<https://clubofmozambique.com>

<https://constructionreviewonline.com>

<https://ewn.co.za>

<https://nypost.com>

<https://qz.com>

<https://www.act.is>

<https://www.africa.com>

<https://www.bloomberg.com>

<https://www.businessdailyafrica.com>

<https://www.businesslive.co.za>

<https://www.exchange.co.tz>

<https://www.iol.co.za>

<https://www.news24.com>

<https://www.newtimes.co.rw>

<https://www.reuters.com>

<https://www.standardmedia.co.ke>

<https://www.timeslive.co.za>

<http://www.afpforum.com>

<https://www.jeuneafrique.com/>

<https://www.lemonde.fr/afrique>

<https://www.afrique.latribune.fr/>

<https://www.africaintelligence.com/>

<http://www.theafricareport.com>

<http://www.leseco.ma/>

<https://www.guineenews.org/>

<http://www.rfi.fr/afrique>

<https://www.reuters.com>

BRÈVES - Afrique de l'Est et Océan Indien du service économique de l'Ambassade de France